



**Analyse du climat des affaires dans les PMA**

# **Cambodge**

**Mars 2023**



A powerful  
and balanced  
voice for business

# Cambodge

Région  
Asie du Sud-Est

Population(2021)  
**16 589 023**  
habitants

Croissance démographique (2020)  
**1,2 %**

Revenu moyen (2021)  
**1 625 USD**

Classement selon l'Indice de développement humain  
**Grâce à des avancées sur le plan des revenus, de la santé et de l'éducation, l'IDH du Cambodge a progressé de 56,9 % en 2022, le plaçant dans la catégorie des pays à développement humain moyen et 146<sup>ème</sup> sur 191 pays.**

Accords et partenariats économiques régionaux  
**Partenariat économique régional global [Regional Comprehensive Economic Partnership], Accord de libre-échange entre le Cambodge et la Chine**

## Contexte économique

*Pays à l'économie de marché ouverte, le Cambodge a connu une excellente croissance économique au cours des dix dernières années. De 2014 à 2019 (hormis 2020 et les effets de la crise du Covid-19), le taux de croissance du PIB du Cambodge a été stable à 6,8 % à 7,5 % ; on s'attend à ce que ce taux se maintienne en 2022. Toutefois, le pays reste l'un des plus pauvres d'Asie. Le Cambodge dépend de l'aide étrangère, le soutien des donateurs constituant au total environ 25% du budget de l'État. Malgré de bonnes performances dans les secteurs du vêtement, du tourisme, de la construction et de l'immobilier, le Cambodge demeure un pays agricole.*



Huit pour cent de la population du Cambodge vit dans des zones rurales et quelque 37 % de la population active totale travaillait directement dans le secteur agricole en 2017. Le gouvernement cambodgien pratique une politique d'encouragement des investissements dans l'agriculture, la diversification des productions agricoles et l'amélioration de l'irrigation et de la gestion hydrique. La Politique de développement industriel 2015-2025, un plan lancé en 2015, inclut un objectif de réduction des coûts logistiques et de consommation électrique dans le conditionnement et la transformation des produits alimentaires. Les perspectives pour l'emploi non agricole dépendront d'investissements plus importants dans le renforcement des exportations et la diversification des produits manufacturés.

La croissance rapide du secteur du vêtement, qui a modifié l'éventail des exportations du pays en

un temps relativement court, s'est traduite par une concentration élevée des produits et du marché. Ce mouvement de concentration rapide dans le vêtement s'explique par la nature des premiers accords de libre-échange signés par le Cambodge, l'avantage comparatif du pays pour le travail d'assemblage à bas salaires et son ouverture aux flux de capitaux. La majeure partie des articles vestimentaires exportés par le Cambodge s'adressent au segment deuxième qualité/bas prix du marché américain, avec une diversification négligeable pour le type de vêtements.

En raison de l'existence d'une main-d'œuvre agricole abondante, il est important pour le Cambodge de favoriser les liens entre petits exploitants et grandes fermes ou sociétés agricoles afin d'assurer le développement d'une industrie d'agro-transformation, d'augmenter la proportion de produits à grande valeur ajoutée dans les exportations

et d'impulser la croissance de l'agriculture industrielle. Toutefois, la source principale de création d'emplois et de croissance économique à long terme au Cambodge sera l'industrialisation, avec de nouveaux acteurs industriels et de nouvelles méthodes de production qui prendront pied sur de nouveaux marchés grâce à des produits à haute valeur ajoutée, dont des produits de consommation et des équipements de production. Les secteurs de l'industrie et des services sont ceux où se créeront sans doute la majorité des nouveaux emplois du pays, et les emplois de plus grande qualité. À son tour, cette évolution ouvre d'importantes questions de politique publique touchant au développement de grappes d'entreprises et de liens transversaux dans l'environnement d'entreprise du Cambodge.

Au cours des dernières années, l'industrie du tourisme est rapidement parvenue à maturité grâce à la stabilité politique et économique du pays et à l'augmentation considérable de touristes chinois se rendant au Cambodge. Selon les médias, les visiteurs étrangers étaient 6,2 millions en 2018, un afflux renforcé par une augmentation significative du nombre de touristes chinois. Si la plupart des touristes sont attirés par le complexe historique et culturel d'Angkor Vat, un nombre croissant d'entre eux visitent également les plages de Sihanoukville dans le sud du pays. Selon les estimations, le revenu annuel généré par le secteur du tourisme était de 4 milliards \$ en 2018.

## Défis à relever par le secteur privé

- **Accès limité et coûts élevés de l'énergie:** Les prix de l'électricité au Cambodge sont parmi les plus élevés de la région en raison d'un manque de systèmes intégrés de transport à haute tension et du coût élevé du fuel importé. L'électricité dans les villes de province est plus chère et son approvisionnement moins fiable que dans la capitale Phnom Penh. Dans les zones rurales très reculées, la seule source d'électricité est souvent un petit générateur portable. Toutefois, le gouvernement du Cambodge a fixé un objectif d'électrification de tous les villages et de raccordement d'au moins 70 % des ménages à une source d'électricité de qualité réseau d'ici à 2030.

- **Infrastructure routière déficiente :** Les transports au Cambodge s'effectuent en majeure partie par la route, avec des écarts significatifs entre ville et campagne pour ce qui concerne l'accessibilité routière. Quelque 75 % du réseau routier est constitué de routes rurales, dont seuls 5 % sont asphaltées. L'accès limité à des routes praticables par tous temps a un effet négatif sur les chaînes de valeur des produits alimentaires et sur l'accès aux soins de santé, à l'enseignement et d'autres services publics, un problème exacerbé par des inondations fréquentes. Des liaisons routières meilleures et plus robustes sont nécessaires au soutien d'un développement durable.

- **Sous-développement du capital humain :** Pour les entreprises locales, trouver du personnel qualifié constitue un défi, en particulier pour les postes techniques et ceux qui demandent des compétences professionnelles spécifiques. Selon les indications du secteur privé, les besoins en ressources humaines de qualité dépassent de loin l'offre, le manque de personnel bien formé étant l'un des principaux obstacles à la croissance et à la compétitivité des entreprises. Selon les projections de la Banque mondiale, les fractions de la population sans formation scolaire ou ayant seulement une formation primaire seront de 23 % et de 49 % respectivement en 2050. La participation à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels [*Technical and vocational education and training*] en pourcentage des scolarisations du cycle secondaire est de 2,3 % seulement ; le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur compte parmi le plus bas des pays de l'ASEAN après le Myanmar. Une enquête de 2011 conduite par l'OIT indiquait que 73 % des employeurs ont le sentiment que les diplômés universitaires au Cambodge ne disposent pas des compétences adéquates, plus de 62 % des employeurs faisant également observer que les diplômés de l'enseignement professionnel n'ont pas les qualifications voulues<sup>1</sup>.

- **Peu d'innovation et investissements limités en recherche et développement :**

1 <https://documents1.worldbank.org/curated/en/620151496155751423/pdf/115189-replacement-PUBLIC-SCD-Cambodia-web.pdf>

Sur l'Indice mondial de l'innovation (IMI), le Cambodge occupait la 95<sup>ème</sup> place sur 128 pays en 2016. Les principaux freins à l'innovation sont une faible adoption des TIC et le faible nombre de diplômés de l'enseignement supérieur.

- **Importance du secteur informel :** Le secteur privé au Cambodge se compose essentiellement de petites entreprises informelles pour seulement une poignée de grandes entreprises modernes. La lourdeur des procédures de formalisation constitue sans doute l'un des facteurs expliquant le "segment moyen manquant", alors que de telles entreprises seraient une clé pour une amélioration de la productivité et la création d'emplois : dans l'état actuel des choses, un grand nombre d'entreprises semblent choisir de rester "petites". **Parmi les principales difficultés de l'environnement d'entreprise, on peut citer le temps, le coût et les procédures nécessaires à la création officielle d'une entreprise, ce qui a un effet dissuasif sur la formalisation de l'économie.**

- **La corruption fait obstacle au développement du secteur privé.** Les dons, gratifications ou honoraires informels sont monnaie courante dans les transactions publiques, lors des rencontres avec les agents du fisc ou pour l'obtention d'un permis de construction ou d'un raccordement à l'électricité ou à l'eau. La corruption permet d'accélérer les autorisations, l'obtention de licences et d'autres démarches administratives requises pour l'investissement. Le manque de transparence dans les relations et le traitement des dossiers entre les acteurs publics et privés est une source de frustration qui a empêché jusqu'à ce jour de rendre les marchés existants plus efficaces et l'ouverture de nouveaux marchés. Se constituent de ce fait des systèmes inefficaces qui engendrent un surcroît de coûts, répercutés sur les consommateurs.

- **L'accès limité au financement est un obstacle majeur à la croissance et au développement des MPME. Beaucoup de MPME** n'ont pas accès au financement en raison de l'importance des garanties à fournir, du coût élevé du financement (taux d'intérêt)

et de l'impossibilité de répondre aux exigences légales imposées par les institutions financières pour l'obtention d'un prêt. En raison de lacunes dans l'information et d'un manque d'accès à des prêts bancaires à long terme ou à des mises de fonds, l'investissement et une croissance durable constituent des objectifs difficiles pour les MPME. À son tour, cette situation entraîne les coûts de production vers le haut et réduit les possibilités d'expansion.

- **Freins à la diversification et la création de valeur dans le tourisme :** Ces freins comprennent une infrastructure déficiente une fois que l'on quitte les principales enclaves touristiques, la disponibilité limitée de capital humain et une compétitivité en recul sur les prix. L'infrastructure de transports inadéquate et la piètre qualité des services environnementaux entravent la croissance d'un tourisme plus durable et plus inclusif, de nombreuses destinations secondaires n'étant pas en mesure d'attirer des investissements privés. Cette situation dissuade les visiteurs de quitter les sentiers battus et pousse à une croissance déséquilibrée, centrée autour de Siem Reap et de Phnom Penh.

- Malgré des efforts récents en vue d'un plus grand ajout de valeur, la productivité du secteur du vêtement au Cambodge reste encore inférieure à celle de la plupart des pays homologues. Alors que la productivité du travail des entreprises de fabrication de taille médiane est meilleure au Cambodge que dans la plupart des pays comparables (à l'exception des Philippines et du Viet Nam), son taux global est relativement bas pour l'ensemble des entreprises cambodgiennes. Cette situation s'explique par une faible intensité capitaliste des entreprises et par le fait que, dans l'industrie du vêtement, les investisseurs se servent principalement du Cambodge comme d'une plate-forme d'exportation de productions à faible coût et à faible productivité.

- Étant donné l'application limitée de mesures sanitaires et phytosanitaires, un nombre considérable de produits cambodgien continuent d'être exclus des marchés d'exportation pour des raisons de manque d'hygiène lors de la fabrication et

de la manipulation ou de risque d'autres contaminations.

- Le manque de contrôle et de poursuites des cas de violation de droits de propriété intellectuelle (DPI), de vente de contrefaçons et de produits piratés demeure un obstacle à la constitution d'un secteur privé dynamique. Les violations de DPI ont conduit à des pertes d'activité, de revenu, de réputation et d'avantage compétitif.

## Recommandations du secteur privé

- Les pouvoirs publics devraient inviter le secteur privé à s'associer à des initiatives en vue d'un renforcement et d'une modernisation du secteur des services en tant que voie pour le Cambodge de quitter son mode actuel de participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM), où prédominent les productions à forte intensité de main-d'œuvre et les produits à faible valeur ajoutée (assemblage). Des services modernes tels que la finance, l'assurance, les télécommunications, le transport et la logistique constituent des points d'appui critiques pour l'exportation de produits manufacturés, et un marché des services efficace est un facteur essentiel pour améliorer la compétitivité des pays. Comme des segments de services tels que la conception, le marketing et la distribution au détail sont ceux où se génère la majeure partie de la valeur ajoutée au sein d'une chaîne de valeur, l'amélioration de la compétitivité de son secteur des services devrait être une priorité pour le Cambodge si le pays souhaite voir ses entreprises gagner en statut dans les CMV.

- **Une collaboration du secteur privé avec l'acteur public est un préalable nécessaire à la mise en place d'un cadre national de développement du capital humain.** Une telle collaboration contribuera à élaborer une stratégie informée de développement humain, comprenant des politiques ciblées d'enseignement et de formation, une montée en compétences de la main-d'œuvre adulte existante et la préparation des jeunes à l'acquisition des compétences du XXI<sup>ème</sup> siècle.

- Il conviendrait de proposer aux chefs de

petites entreprises des programmes de formation accélérée à des compétences spécifiques : financement et gestion financière, formalisation et statut officiel, compétences de l'entrepreneur.

- Il faut intégrer la culture numéro d'entreprise et les capacités humaines ("savoir-être") du XXI<sup>ème</sup> siècle dans les programmes d'enseignement. De même, il faut que les technologies de l'information et des communications (TIC) et la formation à l'informatique, en ce compris le développement logiciel, le développement web et la programmation, soient incluses dans les programmes des écoles ainsi que de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

- Les entreprises disposant de bonnes bases et capacités organisationnelles devrait être impliquées directement dans le développement de compétences par le biais de détachements, d'apprentissages en alternance et stages en entreprise, les entreprises participantes pouvant bénéficier d'incitants sous la forme de réductions fiscales ou de subventions.

- Développer les partenariats public-privé (PPP) dans l'enseignement technique et professionnel de façon à accorder la formation aux compétences avec les besoins du marché du travail. Les acteurs privés dans le domaine de la formation devraient bénéficier d'incitants grâce à des fonds ciblés et des partenariats prévoyant des réductions d'impôts afin de restructurer les programmes de l'enseignement et des formations techniques et professionnelles.

- Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche, surtout dans les domaines du STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et de l'agriculture, dans des institutions d'enseignement supérieur ciblées, et améliorer la gouvernance du secteur. **De meilleures opportunités éducatives sont nécessaires pour répondre aux demandes et besoins des**

**employeurs à mesure que leurs entreprises évoluent vers des processus et des produits à plus grande valeur ajoutée.**

• **Soutien à une stratégie de croissance économique à fort taux d'emploi et tirée par le secteur privé, par les actions suivantes :**

- Évaluer et renforcer les programmes existants de soutien au secteur privé, comme l'apurement accéléré des arriérés et le remboursement accéléré de montants TVA, ou des prêts bonifiés ciblés.
- Amélioration de la qualité, de la fréquence et de la portée du dialogue public-privé.
- S'attaquer aux inefficacités des traitements administratifs dans la réglementation du secteur privé et simplification des procédures d'octroi d'agréments et de licences d'exploitation.
- Dans l'investissement public, priorisation d'infrastructures « prêt-à-investir » pour le secteur manufacturier et celui du tourisme.
- Intensification de l'investissement public d'atténuation de la pauvreté et d'impulsion de la croissance, dont des projets "travail contre rémunération", tout en promouvant des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre afin de générer des emplois en tirant parti du redressement rapide de la demande intérieure de biens de consommation.
- Faciliter l'investissement intérieur et étranger, en expansion à la suite de la conclusion récente d'accords bilatéraux et régionaux de libre-échange, dont l'Accord de libre-échange entre le Cambodge et la Chine et le Partenariat économique régional global.
- Observer et suivre les vulnérabilités économiques dues au boom prolongé de la construction et de l'immobilier.
  - o Proposer un soutien public plus affirmé à des écosystèmes de l'entreprise et de l'innovation.

• **Renforcer la productivité des entreprises domestiques par un meilleur accès aux marchés.** Le gouvernement devrait inciter les acteurs du secteur privé à participer au développement d'initiatives en vue de mettre les petits exploitants agricoles en connexion avec des marchés alimentaires lucratifs ; il s'agit là d'un moyen efficace de réduction de la pauvreté rurale. Les pouvoirs publics devraient assurer l'accès aux informations de marché et proposer des formations, de sorte que les cultures répondent en quantité et en qualité aux produits demandés par le marché, et que les exploitants puissent conditionner, transformer et commercialiser leurs produits de manière efficace.

• **Mettre en place des cadres adéquats de partage et d'atténuation du risque et des instruments de financement à long terme.** Ce résultat peut être obtenu par une intensification des sources semi-formelles de financement externe, abaissant les coûts d'entrée pour les acteurs et les utilisateurs. Les pouvoirs publics devraient développer des initiatives en soutien aux associations de petites entreprises/incubateurs et renforcer les associations existantes afin de réduire les coûts fixes liés aux programmes de formation au financement et à d'autres services.

• **Les pouvoirs publics doivent adopter des mesures destinées à réduire la dépendance envers les intrants et matières importés.** Ce soutien devrait inclure des investissements supplémentaires dans les entreprises manufacturières et des subventions publiques pour l'outillage et les machines, afin de créer une base industrielle forte au Cambodge. Des efforts devraient être faits pour assurer, autant que possible, une transition vers des matières premières locales et un centrage sur l'ajout local de valeur, en particulier dans l'industrie de fabrication, afin de réduire la dépendance vis-à-vis de biens importés. Le gouvernement devrait envisager une protection des PME cambodgiennes en mettant l'accent sur le recours à des contenus locaux dans le cadre de projets publics.

- Il importe que le gouvernement élabore une politique axée sur l'amélioration et la réhabilitation d'infrastructures routières critiques dans l'ensemble du pays à l'aide d'interventions résistantes au climat et au changement climatique. Cette action réduira les perturbations de l'accès aux marchés par les inondations et les fortes pluies, améliorera les liaisons routières avec les sites touristiques et générera de l'emploi pour les communautés locales pendant les travaux de construction et d'entretien des routes.
- Les pouvoirs publics devraient rechercher l'implication du secteur privé en vue de la mise en œuvre d'actions prioritaires telles que la Stratégie de financement de l'accessibilité des routes rurales [*Rural Roads Accessibility Financing Strategy*], les actions de sensibilisation à la sécurité routière, les études sur les services de transport en zone rurale et la fourniture d'une assistance technique pour la préservation des équipements de bord de route, ainsi que pour des actions de promotion de l'égalité entre femmes et hommes, le renforcement de capacités et un soutien à la gestion de projets.
- Il importe que le gouvernement élabore des politiques en vue de réduire l'informalité dans le secteur agricole en veillant à une sécurité d'occupation des terres, en proposant des services agricoles et sociaux, en assurant un accès à des infrastructures ciblées pour les petits exploitants et les communautés travaillant essentiellement dans l'économie informelle.

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*



**Cofinancé par  
l'Union européenne**



A powerful  
and balanced  
voice for business

Avenue Louis-Casari 71 – CH-1216 Genève  
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01  
[ioe@ioe-emp.com](mailto:ioe@ioe-emp.com) • [ioe-emp.org](http://ioe-emp.org)

© IOE 2023